

# La société civile palestinienne met en garde une compagnie irlandaise contre l'achat d'Agrexco.

La société civile palestinienne met en garde une compagnie irlandaise contre l'achat de l'exportateur israélien Agrexco

Le Comité national palestinien du BDS (BNC), une coalition de la société civile palestinienne qui mène une campagne mondiale de boycott d'Israël, appelle la compagnie irlandaise de produits agricoles Total Produce à ne pas acheter la compagnie d'exportation israélienne en difficulté Agrexco.

Dans une lettre à Total Produce publiée aujourd'hui, la coalition détaille « la complicité d'Agrexco dans les crimes de guerre israéliens et ses activités illégales dans les colonies construites sur les terres palestiniennes occupées ».

Détenu en partie par l'Etat israélien, Agrexco est responsable de l'exportation de 60 à 70 % des produits agricoles cultivés dans les colonies israéliennes illégales en territoire palestinien occupé.

Dans sa lettre, le BNC se dit très inquiet par les rapports selon lesquels la compagnie irlandaise envisagerait une offre pour Agrexco et il a averti que si elle faisait l'achat, Total « sera visé de la même manière » qu'Agrexco.

« Nous vous pressons à abandonner cette idée mal conçue, d'acheter une compagnie qui commercialise la majorité des produits illégaux des colonies israéliennes et qui a subi un coup financier fatal », et indique la lettre, « en partie en conséquence d'un boycott vigoureux qui continuera sans nul doute quel que soit le nouveau propriétaire ».

Agrexco a souffert récemment de problèmes financiers aigus qui ont conduit à une procédure de faillite dans la capitale d'Israël, Tel Aviv. En juin, le journal israélien des affaires Globes a rapporté de « lourdes pertes » pour Agrexco, alors que la compagnie de produits frais se démenait pour gérer sa dette. Fruitnet.com a rapporté récemment que la compagnie devait 106 millions d'euros à ses créanciers.

Agrexco a été une cible de choix des militants solidaires des Palestiniens appelant au boycott, au désinvestissement et aux sanctions (BDS) contre Israël.

Une nouvelle coalition de militants européens a promis le mois dernier de « mettre fin à la présence d'Agrexco en Europe ». 23 groupes ont signé une déclaration disant qu'ils ont établi des procédures pour coordonner les campagnes de boycott et les actions juridiques contre l'exportateur.

L'alliance des groupes européens, incluant la coalition française contre Agrexco, a fixé au samedi 26 novembre une journée européenne d'action contre la compagnie.

Les militants ont attiré l'attention sur la participation de l'exportateur dans les colonies illégales israéliennes par des coups d'éclat, des piquets et des actions directes. A Milan, en juin, les militants ont délivré des paniers cadeaux de fruits et de légumes pourris au siège de la compagnie, pour symboliser les produits agricoles palestiniens qui pourrissent aux checkpoints israéliens en Cisjordanie, alors qu'Agrexco exporte librement en Europe.

Pour plus d'informations :

[media@bdsmovement.net](mailto:media@bdsmovement.net)

[www.bdsmovement.net](http://www.bdsmovement.net)

Notes pour les éditeurs :

\* Le texte complet de la lettre du BNC à Total Produce a été publié sur [www.bdsmovement.net/2011/total-produce-letter-7705](http://www.bdsmovement.net/2011/total-produce-letter-7705)

\* Sources: "Only one bid for Agrexco", Globes, 26 Juillet; "Agrexco proposes 35% haircut to bondholders;", Globes, 23 Juin; "Agrexco trustee wants worker cuts", Fruitnet.com, 18 Juillet; "Agrexco Agricultural Export Company", base de données de WhoProfits.org.

\* Vendus sous des noms de marques telles que Carmel, Coral, Biotop, et Eco-Fresh, les produits Agrexco des colonies ont été étiquetés faussement à répétition et présentés avec des documents prétendant qu'ils provenaient de l'intérieur de la ligne verte. Ces tentatives de leur faire bénéficier de droits

de douane préférentiels selon l'accord d'association EU-Israël ont conduit à une condamnation par le Parlement britannique.

\* La Cour européenne de justice a jugé que les produits des colonies ne peuvent pas bénéficier d'un tel traitement préférentiel. En février 2011, un rapport du tribunal de commerce de Montpellier, France, a établi que Carmel Agrexco a délibérément trompé les agents des douanes sur l'origine de ses produits.

\* Le Comité national palestinien du BDS (BNC) est une vaste coalition de groupes de la société civile palestinienne qui inclut des partis politiques, des syndicats, des ONGs et des réseaux.